

La Suisse

au coeur
de la mafia
européenne



L'Union européenne (UE)



WIKIPÉDIA

- ★ 27 pays
- ★ 3^{ème} puissance économique mondiale par son PIB nominal (derrière les États-Unis et la Chine)
- ★ Plus de 446 millions d'habitants
- ★ Commission européenne = POUVOIR EXECUTIF

Les pères fondateur



★ Les pères fondateurs

<https://european-union.europa.eu>



Winston Churchill

Premier ministre du UK, Churchill a appelé à des "États-Unis d'Europe", organisés démocratiquement, pour empêcher de futures guerres en Europe. Il a été l'un des moteurs de la création du **Conseil de l'Europe**, précurseur de l'Union européenne.

Jean Monnet

Président du **Comité d'action pour les États-Unis d'Europe** (soutenu par l'ACUE, les fondations Ford et Rockefeller et le groupe Bilderberg).



Robert Schumann

Président du **Mouvement européen** (vice-présidé entre autres par Daniel Cohn-Bendit), financé par l'ACUE (Comité américain pour une Europe unie), financé par les fondations Ford et Rockefeller



Walter Hallstein

Premier président de la **Commission économique européenne** (CEE), professeur de droit membre de diverses organisations professionnelles prises en mains par le régime nazi.

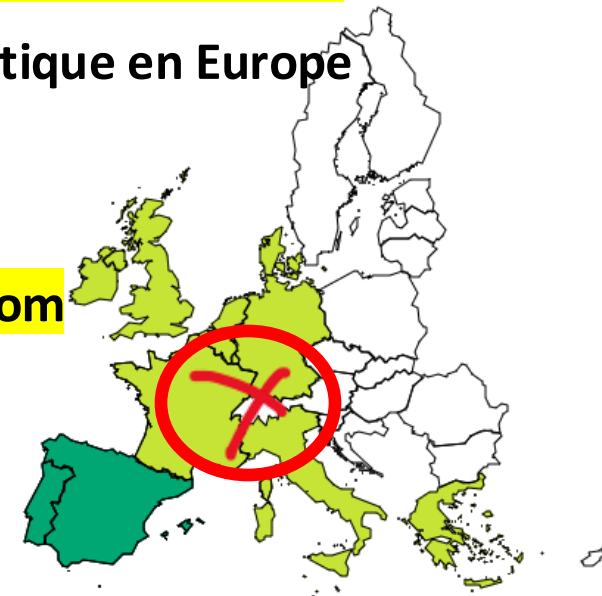
Mise en place de l'U

8 mai 1945 : Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe

4 avril 1949 : Création de l'OTAN



- ★ 5 mai 1949 : Création du Conseil de l'Europe (Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suède et UK puis 36 autres dont **la Suisse en 1963**), dont **Alain Berset, ex-ministre de la santé suisse, est Secrétaire général !**
- ★ 9 mai 1950 : Déclaration Schumann : un plan pour une nouvelle coopération politique en Europe
- ★ 18 avril 1951 : CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) = 6 pays (France, Belgique, Allemagne, Luxembourg, Italie, Pays-Bas)
- ★ 25 mars 1957 : Le CECA devient la CEE (Communauté Écon. Européenne) & Euratom
- ★ 19 mars 1958 : Naissance du Parlement européen
- ★ Entre 1973 et 1986 : Les 6 deviennent 12 (Irlande, Royaume-Uni, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal)
- ★ 7 février 1992 : Traité de Maastricht : la CEE devient l'Union Européenne (UE) et parmi les 4 pays de l'AELE (N, I, L, CH), **seule la Suisse dit NON à l'EEE (espace économique européen).**



16 nouveaux pays moins 1

1995 à 2020



- ★ Entre 1995 et 2020 : **16 pays adhèrent à l'UE** et 1 pays en sort (Brexit !) : **Le Royaume-Uni**
- ★ 1er janvier 1999 : Naissance de l'euro (transactions commerciales)
- ★ 1 janvier 2002 : Lancement des billets et pièces en euros dans 12 pays
- ★ 29 mai - 1 juin 2005 : **Constitution européenne refusée par France et Pays-Bas ... mais ils n'ont pas le choix !**





1961 : Préliminaires de rapprochement

La Suisse veut s'associer à la CEE

► 1961

La Suisse dépose une demande d'association auprès de la CEE.

► 3 décembre 1972

Le peuple suisse **approuve** l'Accord de Libre-échange (ALE) entre la Suisse et la CEE

72.5% oui | 27.5% non (Participation : 52,9%)

1992 : Le peuple suisse **refuse** d'entrer dans la communauté européenne

► 26 mai 1992

La Suisse dépose une demande d'adhésion à la Communauté européenne.

► 6 décembre 1992

Le peuple **refuse** l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE)

50.3% non | 49.7% oui (Participation : 79.0%)



Accords bilatéraux I

La Suisse se lie à l'Union européenne dans 6 domaines

► 21 juin 1999

Signature des Accords bilatéraux I à Luxembourg, sur :

- la libre circulation des personnes
- les transports (terrestres et aériens)
- la suppression des entraves techniques au commerce
- les marchés publics
- la recherche
- l'agriculture

(entrée en vigueur : **01.06.2002**)

► 21 mai 2000

Le peuple suisse approuve les sept Accords bilatéraux I

67.2% oui | 32.8% non (Participation : 48.0%)

Le peuple **refuse** toujours de faire partie de **l'UE**.

► 4 mars 2001

Le peuple suisse **rejette** l'initiative populaire « Oui à l'Europe ! »

77% non | 23% oui | Rejet par tous les cantons (Participation : 55.1%)



Accords bilatéraux II

La Suisse élargit sa dépendance

► 17 juin 2002

Ouverture de nouvelles négociations bilatérales dans 6 autres domaines :

- fiscalité de l'épargne
- Espace de libre circulation Schengen / Accords de Dublin (demandes d'asile)
- Services
- MEDIA (Culture / cinéma)
- Éducation / formation professionnelle / jeunesse
- Pensions (retraites, etc).

► 26 octobre 2004

Signature des Accords bilatéraux II à Luxembourg

Puis adoption par le peuple avec la méthode « du saucisson » ... jusqu'en 2009 !

L' accord cadre institutionnel

Tentative de graver les accords avec l'UE dans le marbre

► 22 mai 2014

Les négociations entre la Suisse et l'Union européenne en vue d'un **accord institutionnel** ont commencé.

*Grâce à l'accord envisagé, le Conseil fédéral souhaite rénover et consolider la voie bilatérale afin de continuer à garantir **la prospérité et l'indépendance** de la Suisse.*

► 26 mai 2021

Le Conseil fédéral [...] est arrivé à la conclusion que des divergences substantielles demeurent entre la Suisse et l'UE concernant des domaines centraux de l'accord.

C'est pourquoi **il a décidé de ne pas signer** l'accord institutionnel et communique aujourd'hui cette décision à l'UE.

L' **échec** de l' accord-cadre en 2021

entre la Suisse et l'Union européenne



Question parlementaire - E-003130/2021
Parlement européen

L'échec des négociations sur l'accord-cadre UE-Suisse

15.6.2021

Le 26 mai 2021, le Conseil fédéral suisse a mis un terme aux **sept ans de négociation** avec l'Union européenne de l'accord-cadre devant remplacer les **cent vingt (120) accords bilatéraux** en vigueur.

L'idée était de créer un mécanisme d'adaptation automatique du droit suisse, au lieu de devoir sans cesse renégocier ces accords.

Macron veut **accélérer** l'accord Suisse-UE



Relations Suisse-UE

Macron plaidera pour une «accélération» des négociations

À l'occasion de sa venue en Suisse mercredi et jeudi, le président français soutiendra un renforcement de la coopération entre la Suisse et l'Union européenne.

Publié: 13.11.2023, 17h41

53 | |

(24)heures

13 novembre 2023





Un long chemin depuis 2014

« **Initiées en 2014, les négociations en vue d'un unique accord-cadre avaient été abandonnées en 2021,** principalement en raison de différends sur la libre circulation des personnes et la protection des salaires. **Les discussions ont repris en mars 2024, aboutissant à ce **nouvel ensemble d'accords** bilatéraux.** »

**toute
l'europe** 

● Publié le 20.12.2024

L'identité numérique

Les mêmes projets dans l'Union européenne ...



Analyse | 03 juil. 2025 | Temps de lecture : 7 min

Identité numérique
européenne : enjeux et
perspectives

Les clés d'eIDAS 2.0 pour transformer le
secteur financier et assurantiel

D'ici 2030, l'union européenne vise à ce que 80 % des citoyens disposent d'un portefeuille d'identité numérique, soit environ 360 millions de personnes.

Échéances données par Deloitte :

- **Novembre 2026**
Obligation pour chaque Etat membre de déployer au moins un EUDI wallet auprès de leurs citoyens
- **Novembre 2027**
Obligation pour les entreprises des secteurs réglementés et pour les très grandes plateformes désignées dans le cadre du Digital Services Act d'accepter les portefeuilles EUDI comme méthode valide de vérification d'identité

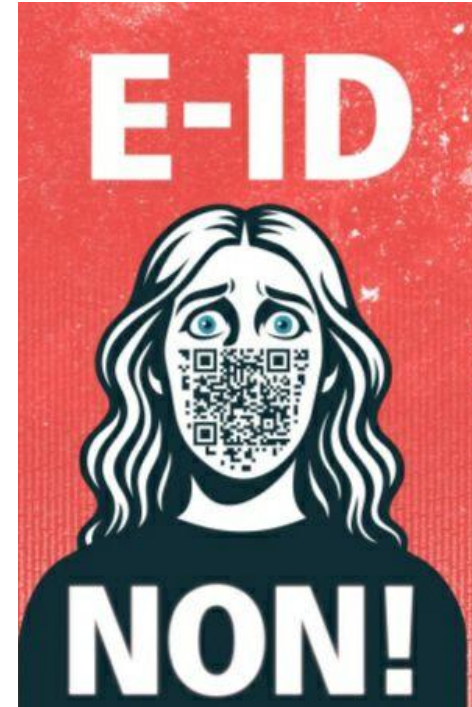
... qu'en Suisse

"La Banque mondiale propose de relier l'identité numérique aux systèmes de paiement instantané."

"À Genève, la Confédération suisse n'a pas seulement présenté un projet national. Elle a mis en avant une méthode: co-développement, transparence, interopérabilité. Une approche que plusieurs acteurs perçoivent déjà comme un modèle à suivre, dans un paysage numérique mondial toujours plus fragmenté."

L'identité numérique est prévue pour :

- les voyages
- la "Santé"
- payer
- signer des documents en ligne
- "gouverner"
- pouvoir refuser d'être prélevé de ses organes



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



« **L'identité électronique (e-ID), qui devrait être disponible en 2026, sera utilisée pour l'identification dans le registre [pour refuser le prélèvement d'organes].** »

Les lois européennes contre la liberté d'expression

Le DSA (Digital Service Act)



Thierry Breton

Commissaire européen au
Marché intérieur
(2019-2024)
& Young Global Leader
1998 du WEF

"Le compte à rebours a commencé pour ces 19 très grandes plateformes & moteurs de recherche".

Les 19 plateformes qui doivent se conformer à la censure européenne au 25 août 2023 sont : les services de Google (YT, Maps, Playstore, Moteur de recherche), Twitter, TikTok, Facebook, Instagram, LinkedIn, Wikipedia, etc.

La Commission européenne impose un contrôle renforcé à 19 plateformes dont Twitter et TikTok

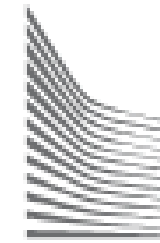
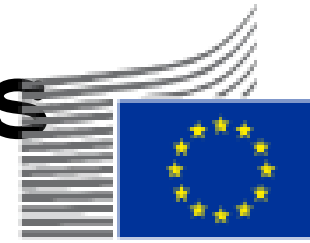


La liste dévoilée ce mardi comprend cinq services du géant Google mais aussi les réseaux sociaux Facebook et Instagram du groupe Meta ou bien le réseau social professionnel LinkedIn de Microsoft. © JOHN THYS / AFP



[EUROPE 1](#) avec AFP / Crédits photo : JOHN THYS
/ AFP • 20h40, le 25 avril 2023

Les lois européennes contre la liberté d'expression



Commission
européenne

La loi sur la liberté des médias

La loi sur la liberté des médias de l'UE (dont les nouvelles règles sont en vigueur depuis le 8 août 2025) autorise l'arrestation de journalistes si elle est justifiée par « une raison impérieuse d'intérêt général »

La loi dit en son article 4 :

Les États membres ne prennent aucune des mesures suivantes :

...

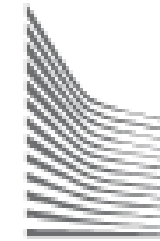
3.b) placer en détention, sanctionner, intercepter ou soumettre à une inspection les fournisseurs de services de médias [...], soumettre l'un d'entre eux ou leurs locaux professionnels ou privés à une surveillance ou à une perquisition et à une saisie aux fins de l'obtention d'informations se rapportant à des sources journalistiques ou des communications confidentielles ou permettant de les identifier, ou placer en détention, sanctionner, intercepter ou soumettre à une inspection une personne qui [...] pourrait disposer de telles informations [...]



Mais :

4. Par dérogation au paragraphe 3, les États membres peuvent prendre une mesure qui y est visée, à condition qu'une telle mesure: ...
c) soit justifiée au cas par cas par une raison impérieuse d'intérêt général et soit proportionnée

Les lois européennes contre les maladies vaches



Commission
européenne

Le règlement sur la santé animale

Règlement délégué (UE) 2020/687
de la Commission du 17 décembre 2019



Article 12

Mesures de lutte contre la maladie en cas de confirmation officielle de l'apparition d'un foyer d'une maladie de catégorie A chez des animaux détenus dans un établissement

1. À la suite de la confirmation officielle de l'apparition d'un foyer d'une maladie de catégorie A dans un établissement conformément à l'article 11, l'autorité compétente ordonne, en plus des mesures prévues à l'article 7, l'application immédiate des mesures de lutte contre la maladie suivantes sous la supervision de vétérinaires officiels:

a) **tous les animaux des espèces répertoriées** détenus dans l'établissement touché sont **mis à mort** dès que possible sur place, dans l'établissement, d'une manière qui permette d'empêcher tout risque de propagation de l'agent pathogène de la maladie de catégorie A concernée pendant et après la mise à mort;



Accords bilatéraux III

= Le « Paquet d'accords »

La Suisse cède sa souveraineté sur l'électricité, la santé et la sécurité alimentaire

► 25 février 2023

Le Conseil fédéral a poursuivi sa discussion sur la politique européenne lors de sa séance spéciale du 23 février 2022 et a adopté les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'UE.

► 2 avril 2025 – mai 2025

Le paquet d'accords a été paraphé par le Conseil fédéral & la Commission euro.

► 13 juin 2025

Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation jusqu'au 31 octobre 2025

► Signature en 2026

La signature des accords est prévue pour début 2026, après quoi le message sera soumis au Parlement. La mise en œuvre des lois nationales suivra.

Le paquet d'accords Suisse-UE est **conclu**.

toute
l'Europe

Publié le 20.12.2024

20 décembre 2024

**L'Union européenne et la Suisse
concluent leurs négociations sur
"un vaste ensemble d'accords"**

« Ce vendredi 20 décembre, la Commission européenne et la Confédération helvétique ont conclu un paquet d'accords visant à moderniser leurs relations, actuellement régie par plus de 120 textes. »

Viola Amherd

Présidente suisse 2024
qui a démissionné en mars 2025

Ursula von der Leyen

Présidente de la Commission européenne

Le moment est qualifié d' "historique" par la cheffe de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen. »

Qu'y a-t-il dans ces accords ?



● Publié le 20.12.2024

« **Le paquet met à jour cinq accords existants :**

- libre circulation des personnes
- reconnaissance mutuelle des évaluations de conformité
- transports terrestres
- transport aérien
- agriculture

et en crée trois nouveaux en matière :

- d'électricité
- de sécurité alimentaire
- de santé.

Liberté de circulation conditionnelle, programmes de santé, recherche & numérique, ^{dès} toute millions à verser l'europe

● Publié le 20.12.2024

- Une clause permettra à Berne de **suspendre la libre circulation** des personnes lorsque celle-ci entraîne de **graves problèmes économiques ou sociaux**.
La Suisse pourra par ailleurs maintenir une immigration orientée vers les besoins de son économie.
- Le pays intégrera plusieurs programmes européens comme **Horizon Europe (recherche)**, **Erasmus+ (éducation)**, **Euratom**, **ITER (fusion nucléaire comme source d'énergie)**, **EU4Health (santé)** ou encore **Digital Europe (numérique)**. Dès le 1er janvier 2025, des dispositions transitoires permettront aux acteurs suisses d'y avoir accès.
- En contrepartie, la Suisse s'engage à **augmenter considérablement sa contribution au budget de l'Union européenne**. Elle versera **140 millions d'euros par an** dès la fin 2024, afin d'alimenter les programmes de cohésion européens. De 2030 à 2036, un **versement annuel de 375 millions d'euros** financera des projets communs, notamment en matière migratoire.

Mais le paquet d'accords
doit avoir **l'aval du peuple**
(facultatif)
et **du parlement**.

toute
l'europe

● Publié le 20.12.2024

« Ces derniers [L'Union européenne et la Suisse]
doivent cependant recevoir l'aval du parlement
helvétique et des habitants du pays. »



Publié Il y a 4 mois, le 30 avril 2025

De **ATS KEYSTONE**

« Dans les urnes, le paquet d'accords avec l'UE ne devrait être adopté qu'à la majorité
du peuple, et non à la double majorité du peuple et des cantons. Le Conseil fédéral
s'est prononcé mercredi en faveur d'un référendum **facultatif**. Le Parlement aura le
dernier mot. »

Keller-Sutter & Von der Leyen discutent en privé des accords Suisse – UE à Davos

Keller-Sutter et von der Leyen ont discuté des accords à Davos



Publié Il y a 7 mois, le 21 janvier 2025
De **ATS KEYSTONE**



21 janvier 2025

Les deux femmes se sont rencontrées en privé,
une heure environ avant l'ouverture officielle du WEF à Davos.

La présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont discuté de la prochaine étape entre Berne et Bruxelles après la finalisation des accords.

Elles se sont rencontrées en marge du WEF.

Karin Keller-Sutter, Présidente de la Suisse 2025 :

« **J'ai expliqué à la Présidente de la commission européenne le processus politique de la Suisse avec la consultation et le Parlement** »

« **Le Conseil fédéral a indiqué la semaine dernière vouloir soigner ses relations avec l'UE** lors du Forum économique mondial (WEF) à Davos. »

La signature sur les accords de recherche & le digital est prévue en **novembre 2025**.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

« Le 2 avril 2025, les négociateurs en chef de la Suisse et de l'Union européenne ont paraphé l'accord sur les programmes de l'UE à Bruxelles.

Cet accord [sur les programmes de l'UE*] entrera en vigueur au moment de la ratification du paquet global Suisse-UE, mais pourra déjà être appliqué à titre *provisoire* après la signature prévue en novembre. »

« La participation au programme EU4Health est prévue avec l'entrée en vigueur de l'accord sur la santé dans le cadre du paquet global. »

*** Horizon Europe, Euratom et Digital Europe**

« L'accord entrera en vigueur au plus tard en 2028 »
avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025



Publié Il y a 4 mois, le 10 avril 2025
De **ATS KEYSTONE**

« Cette signature, prévue en novembre, permettra une association à Horizon Europe, à Euratom et à Digital Europe avec effet rétroactif au 1er janvier 2025.

Les chercheurs suisses pourront demander des fonds à la Commission européenne. En contrepartie, la Suisse versera une contribution obligatoire à l'UE.

Il [l'accord] entrera en vigueur après la ratification ou au plus tard d'ici fin 2028. »

L'UE décide, la Suisse applique.

Enquête du NZZ

NZZ

Neue Zürcher Zeitung

8 juillet 2025

Traités de l'UE : Les nouvelles règles de Bruxelles s'appliquent directement en Suisse.

« L'adoption juridique dynamique signifie que la Suisse s'engage à adopter en permanence les futures réglementations de l'UE dans les accords actuels et nouveaux du marché intérieur. »



NZZ



Page d'accueil > Suisse > Traités de l'UE : nouvelles règles di

Traités de l'UE : les nouvelles règles de Bruxelles s'appliquent directement en Suisse

En matière d'adoption juridique dynamique, le Conseil fédéral suit en grande partie la demande de l'UE : si Bruxelles publie de nouveaux actes, ceux-ci deviendront partie intégrante du système juridique suisse.

Catherine Fontana

08.07.2025, 05h30 ⌚ 6 min





Les principaux domaines d'Accords entre Suisse & UE

1. Recherche
2. Marchés publics
3. Obstacles techniques au commerce
4. Agriculture
5. Transport aérien
6. Transports terrestres
7. Libre circulation des personnes
8. Schengen
9. Dublin
10. Fiscalité de l'épargne
11. Lutte contre la fraude
12. Produits agricoles transformés
13. Environnement
14. Statistique
15. MEDIA (audiovisuel / cinéma / culturel)
16. Pensions
17. Libre-échange
18. Assurance
19. Transport des marchandises
20. Jeunesse en action et formation tout au long de la vie
21. Programmes européens de navigation par satellite
22. Droit de la concurrence
23. Échange de quotas d'émission carbone (depuis 2020)
24. Coopération Prüm
(pour « lutter contre la criminalité transfrontalière grâce à l'échange automatisé de données biométriques, telles que les empreintes digitales et les profils ADN, ainsi qu'aux données des plaques d'immatriculation »)

Pour éviter d'être des vaches à lait, et que les nôtres soient bien gardées ...



Meuh !



Sachons garder
une saine distance avec
l'Union européenne.

